



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 3957

Texte de la question

BILAN DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

M. le président. La parole est à M. Franck Reynier, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. Franck Reynier. Monsieur le Premier ministre, « Ça va mieux ! », a annoncé une nouvelle fois le Président de la République hier ! Ça va mieux et cela permettra même de diminuer l'impôt des Français les plus modestes. Mais cela n'effacera pas, dans la mémoire et le portefeuille des Français, les 85 milliards d'euros d'impôts supplémentaires votés lors de ce quinquennat ! Cela n'effacera pas non plus, pour les 9,5 millions de Français qui en bénéficiaient, la fin de l'allègement et de l'exonération des heures supplémentaires !
(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.)

Le Président de la République a également annoncé qu'il n'envisage aucune hausse de la TVA, qui permettrait pourtant d'alléger, au profit des entreprises et des salariés, les charges qui pèsent sur le travail. Mais peut-être François Hollande a-t-il fait cette annonce parce qu'il a déjà augmenté la TVA lors de ce quinquennat !

M. Pascal Popelin. Nous l'avons davantage baissée que ce que vous l'aviez augmenté !

M. Franck Reynier. Il a aussi annoncé que ça va mieux sur le front de l'emploi. On y constate en effet des améliorations, mais elles n'effaceront pas les 600 000 chômeurs supplémentaires créés par les gouvernements successifs de ce quinquennat ! Ça va mieux, mais après tous les renoncements de ce quinquennat, au sujet de la loi travail ou de la loi Macron adoptées grâce au 49-3 comme de l'écotaxe ou de la déchéance de nationalité, les Français voient bien que ça ne va pas mieux !

Un autre sujet nous préoccupe, parmi les membres du groupe UDI, c'est le délitement de l'ordre républicain et de l'autorité de l'État, qui a commencé par l'affaire Leonarda et continué avec l'enlèvement des zadistes à Notre-Dame-des-Landes ou à Sivens. L'autorité de l'État est menacée et j'apporte une nouvelle fois notre soutien à nos policiers et à nos forces de l'ordre en général. Avec l'énergie que l'on vous connaît, monsieur le Premier ministre, qu'allez-vous désormais proposer pour dire à toutes celles et tous ceux qui... *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et du groupe Les Républicains.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Votre question est très vaste, monsieur le député Reynier, et touche à de nombreux sujets. Je ne répéterai pas ce que le ministre de l'intérieur a eu l'occasion de dire il y a un instant.

M. Jean-Charles Taugourdeau. Que ça va mieux ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. J'entends la petite musique au sujet de l'autorité de l'État. J'ai la conviction...

M. Sylvain Berrios. Que ça va mieux ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...que créer des postes de policiers et de gendarmes, alors que vous avez soutenu ceux qui en supprimaient,...

M. Jean-Claude Bouchet. Vous n'avez rien d'autre à dire !

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...et donner davantage de moyens techniques, financiers et matériels aux policiers, aux gendarmes, aux services de renseignement et à nos forces armées fait vivre l'autorité de l'État.

M. Jean-Charles Taugourdeau. Et les résultats ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. Elle est en effet nécessaire car on voit bien que notre société connaît parfois une forme de décomposition politique, de radicalité et de violence.

M. Sylvain Berrios. Ça va mieux, alors !

M. Manuel Valls, Premier ministre. J'ai néanmoins une conviction : C'est précisément dans ces moments-là, que l'on soit dans la majorité ou dans l'opposition, qu'il faut faire preuve de responsabilité, ne pas attiser les braises et répondre ensemble à la violence et à la mise en cause des institutions de l'État.

M. Jean-Charles Taugourdeau. Ça va ou ça ne va pas ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. Vous avez également posé des questions relatives à la politique économique. Depuis que je suis Premier ministre, nous baissions chaque année l'impôt sur le revenu des ménages modestes et des classes moyennes.

M. Nicolas Dhuicq. Vous concentrez l'impôt !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Nous l'avons baissé en 2014 et en 2015 et le baisserons encore en 2016. Cette baisse bénéficie à 12 millions de ménages et concerne les classes moyennes et les catégories populaires.

M. Julien Aubert. Et le quotient familial ?

M. Patrice Verchère. Où est l'argent ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. Il s'agit d'un engagement de 5 milliards d'euros. Je suis prêt à en débattre avec vous qui êtes au cœur des primaires de la droite et du centre. J'entends ce que l'on y propose : supprimer l'ISF, baisser l'impôt des plus fortunés de notre pays et augmenter la TVA généralement et dans des conditions que l'on ne connaît pas. Cela s'appelle l'injustice fiscale (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen et du groupe écologiste.*) Je suis prêt, monsieur le député, à débattre et de l'autorité de l'État, et du modèle social, et de la politique économique et de la justice fiscale ! Les Français auront alors l'occasion de juger concrètement les actes et les programmes engageant le pays pour les années à venir ! (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Données clés

Auteur : [M. Franck Reynier](#)

Circonscription : Drôme (2^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3957

Rubrique : État

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [19 mai 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [19 mai 2016](#)